

Quoi de neuf après le "3 août" ?

A première vue l'ère du Président Ould Taya est à jamais révolue. Cette conviction de fin d'une époque s'est installée chez tout un chacun. Fini donc l'ère de celui qui s'était présenté comme étant l'homme de la restructuration un certain 12/12/84 lorsqu'il prit le pouvoir sans coup férir, puis le libérateur et l'émancipateur de la femme mauritanienne un 5 Mars 1986 dans un appel lancé à partir de Néma, (devenu depuis une date nationale), ensuite l'artisan de la démocratie après le discours Mitterrandiste de La Baule, et enfin le père d'une Génération Ould Taya, 20 ans plus tard, mobilisée en Initiatives des jeunes pour lui voter à l'occasion de la présidentielle de Novembre 2003, avouant connaître les Mauritaniens mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes et les invitant en vain à une Grande Campagne d'Alphabétisation et à fréquenter les mille et une somptueuses et coûteuses maisons du livre construites, avant d'être l'objet de toutes sortes de tentatives de coup de putsch manqués à partir de 2003, comme si, rattrapé par son passé, sa longévité a fini par agacer ou son pouvoir a commencé à sentir son retour n'est plus souhaité par la large majorité des citoyens et de l'élite, qui ont constaté, en l'espace de quelques semaines seulement, que les menaces terroristes ont cessé, le spectre de la déstabilisation s'est éloigné et le calme plat est revenu dans le pays, comme jamais le retour à la normale ne l'avait été.

Tout le monde vaque désormais à ses occupations et ne se soucie que de son quotidien, s'informant auprès de son voisin ou du boutiquier du coin si la baisse des prix est déjà effective, car, de mémoire de père de famille, rarement les prix avaient baissé ces 20 dernières années. L'événement était donc de taille et il s'accompagnera de plusieurs détails qui en disent long sur le changement rapide de comportement des mauri-

taniens après la chute de Ould Taya. Devant un étal, un homme, venu acheter cette viande si bon marché, ne pût s'empêcher de dire en plaisant au boucher : "ne sers surtout pas ces femmes avant moi !" Et un autre de rétorquer "Pourquoi ? Et la galanterie ?" C'est dire que même les discours féministes des deux dernières années qui ne cessaient de rappeler que la femme, étant 51% de la population, doit retrouver sa place dans la société et jouer pleinement son rôle, sont tombés à l'eau.

Un peu comme l'ont été les discours de la classe politique opposants à cet ancien régime laquelle a, du coup, perdu toute la force de ses arguments, le nouveau pouvoir, le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, ayant changé totalement la donne : plus de majorité présidentielle ni d'opposition, tout le monde reprend son combat politique de zéro.

Du point de vue de la gestion administrative du pays, le citoyen semble réconforté d'entendre et de constater dans certains secteurs que l'administration affichent plus de sérieux et de transparence. Quelque part la crainte du pouvoir militaire qu'il a connu plusieurs années durant de 1978 à 1991, le rassure déjà que les ordres donnés par les militaires (le CMJD) seront strictement respectés. De même que plusieurs allocutions prononcées par les ministres de ce gouvernement civil né du 3 août, tous jeunes et nouveaux, donc pleins d'ardeur et de motivation, tranchent avec le mutisme et l'affairisme légendaires de leurs prédécesseurs. Aujourd'hui, la fermeté et la volonté manifeste des jeunes "missionnaires gouvernementaux" du CMJD achèvent de convaincre les plus incrédules que c'est un véritable assainissement de l'administration qui est en cours. Les limogeages de "budgétivores" qui continuent d'accompagner cette refonte de l'administration sont en passe de changer les com-

portements de corruption à tour de bras qui caractérisait l'institution.

Cette nouvelle appréciation de la Chose Publique a sonné juste dans l'esprit des Mauritaniens comme ce fut le cas avec l'ouverture des médias officiels aux partis politiques. Un vieux rêve devenu réalité qui va dans la logique de l'ouverture politique dont ont fait preuve les nouveaux dirigeants du pays.

Mais même en réussissant cet historique et rapide tournant de la destitution du Président Ould Taya après 21 ans de règne, le CMJD n'a pu, cependant, empêcher certains de camper sur des positions dont l'inopportunité dans la conjoncture actuelle de transition démocratique est incontestable. C'est évidemment le sujet du passif humanitaire et la question des problèmes des déportés. Connus pour être un fonds de commerce pour des exilés qui n'ont plus de raison de rester à l'étranger parce qu'une amnistie générale a adoptée par le CMJD et parce qu'ils sont invités par les nouvelles autorités mauritaniennes à venir participer à cette phase de transition démocratique et apporter leur contribution à la création des conditions nécessaires à la mise en place des élections transparentes et libres, les tenants de ces arguments sur le passif humanitaire et les déportés, semblent déterminés à noyauter la transition, à la saborder.

Fort heureusement le pot aux roses est découvert et chacun appelé à présent à ne pas confondre la mission du CMJD limitée dans le temps (il a signé pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux ans pour rendre le pouvoir aux civils) et qui consiste à ramener le pays à la légalité constitutionnelle et sur la voie de la démocratie pluraliste véritable.

La réussite de la transition doit être une priorité pour tous car la Mauritanie passe avant tout.

MOHAMED OULD KHATTAT